

Désengagement de la BM de la lutte contre le VIH/SIDA au Burundi

PANA, 05 août 2011 Bujumbura, Burundi - Les fonds destinés à la lutte contre le VIH/SIDA ont considérablement diminué, suite au désengagement de la Banque mondiale de ce secteur particulier de la santé publique depuis le mois de juin dernier, apprend-on de source officielle à Bujumbura. La rupture des médicaments anti-rétroviraux (ARV) de seconde et troisième lignes et des réactifs pour le dépistage et la charge virale figurent parmi les conséquences fâcheuses qui sont liées au désengagement de la Banque mondiale, selon la ministre de la Santé publique et de la lutte contre le VIH/SIDA, Mme Sabine Ntakarutimana.

L'Etat burundais va tenir compte du manque à gagner qui a été occasionné par le désengagement financier de la Banque mondiale dans le budget national de l'année 2012, a indiqué Mme Ntakarutimana. On estime actuellement à quelque 250.000 les personnes vivant avec le VIH/SIDA au Burundi, dont 60.000 qui ont besoin d'un traitement aux ARV. Dans l'état actuel des choses, seuls 25.000 malades accèdent facilement aux anti-rétroviraux, selon les statistiques du ministère de la Santé publique. D'autre part, au moins 190.000 autres porteurs devraient être sous traitement contre les infections opportunistes.